

Résolution sur la contribution du secteur financier à la reprise économique

Approuvée par le Conseil central du 6 décembre 2013

1. Les Commissions économique et sociale (CES) et monétaire de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), réunies à Bruxelles le 5 décembre 2013, ont débattu du thème **«Comment renforcer la contribution d'un secteur financier assaini à la reprise économique de l'Europe ? »**, avec plusieurs personnalités : M. Miguel DE LA MANO, Commission européenne, Direction générale Marché intérieur ; le Professeur Jean-Paul BETBEZE, ancien économiste en chef du Crédit Agricole, conseiller économique de Deloitte; M. Bernard HADDAD, Président de la Commission Financements de la CGPME ; Mme Jeanne-Marie PROST, médiatrice nationale du crédit aux entreprises ; et M. Robert PRIESTER, DGA de la Fédération bancaire européenne. Elles en retirent les constatations suivantes :
 - a) la crise de méfiance qui a gelé par périodes le fonctionnement du marché interbancaire mondial est aujourd'hui surmontée ; les transactions y sont fluides et les contreparties diversifiées. Néanmoins, les politiques non-conventionnelles de la BCE (Eurosystème), en particulier l'élargissement des titres admis en garantie, la fourniture de liquidités illimitées à taux fixe et la « fenêtre de refinancement à long terme » (LTRO) ont joué un grand rôle dans cet apaisement des tensions. La méfiance sous-jacente entre opérateurs demeure et semble justifier le maintien de ces dispositifs.
 - b) L'effort de recapitalisation des banques consenti depuis le début de la crise a été considérable : les ratios prudentiels, eux-mêmes resserrés dans le cadre de la régulation « Bâle 3 », se sont améliorés sur l'ensemble du continent, progressant de plusieurs points ; les minima applicables à partir de 2019 sont dès à présent largement dépassés par nombre d'établissements de crédit. Toutefois, cette amélioration est à rapprocher de l'évaluation des actifs bancaires, dont la qualité est en cours de revue par la BCE ; en outre, elle s'est faite au détriment non seulement des actionnaires, par la réduction des dividendes, contrepartie d'une moindre rentabilité (baisse du ROE), mais aussi des emprunteurs, à travers un moindre accès au crédit et un resserrement des conditions. Même si l'on ne peut parler d'un « credit crunch » généralisé, la restriction du financement bancaire, qui reste une source essentielle pour les PME, est dangereuse. De plus, les ratios prudentiels de liquidité envisagés limiteront aussi fortement les capacités de transformation de l'épargne courte en prêts longs.
 - c) Par ailleurs, la question des risques systémiques, si elle a été partiellement traitée, ne peut être couverte à travers les seuls ratios prudentiels et continue à être préoccupante – d'autant que la crainte de ce risque a amené les Etats à s'engager vis-à-vis du secteur bancaire jusqu'à 4 trillions d'€, dont 2 sous forme de garanties, dans la phase précédente. Enfin, les progrès à réaliser dans la voie de la séparation entre activités à risque et banque de détail, proposée par le « rapport LIKAANEN », sont toujours en débat.
 - d) Les jugements concernant l'offre de crédit bancaire aux entreprises demeurent très partagés : les établissements de crédit, dans leur ensemble, jugent que l'accès aux financements n'est pas indûment restreint et que tout bon projet trouve preneur ; le ralentissement, incontestable, du volume des crédits mis en place (-1,7% sur l'année

écoulée, pour l'ensemble de la zone euro) tiendrait plutôt à la crise économique et à un freinage spontané des projets d'investissement. Les entreprises, de leur côté, surtout les plus petites, se plaignent d'un fort durcissement des conditions mises à l'octroi de crédits et des garanties exigées, ainsi que d'un renchérissement de leur taux ; ce serait particulièrement le cas s'agissant des crédits de trésorerie et du financement du fonds de roulement. Il est difficile de départager ces points de vue, la réalité semblant varier fortement d'un pays et d'un secteur à l'autre – notamment, la restriction du crédit aux entreprises semble très forte en Europe du Sud et en Europe centrale.

- e) Les nouvelles normes européennes, à visée avant tout prudentielle, visent à éviter le retour des errements et prises de risques excessives qui ont déclenché la crise de 2007/2009. Il semble cependant indéniable qu'elles exercent un certain effet restrictif sur le financement de l'économie et notamment des entreprises, les prêts aux Etats demeurant, malgré la récente crise des « dettes souveraines », favorisés - d'où un sérieux risque d'effet d'éviction des financements au secteur privé dans certains pays. Cela est encore bien plus net dans le secteur des financements en fonds propres, les normes « Bâle 3 » pour les banques et plus encore « Solvabilité 2 » pour les assurances pondérant très lourdement les risques attachés à de telles opérations. Or la capacité de rebond et la compétitivité de l'Union Européenne dépendent largement de la disponibilité de tels fonds pour encourager les « start-ups », l'innovation et la croissance des entreprises.
 - f) En revanche, les progrès accomplis sur la voie d'une supervision unifiée par la BCE des grandes banques et d'une harmonisation des garanties accordées aux déposants représentent une avancée indéniable, même s'ils ne sont pas encore finalisés à ce jour. De même, la possibilité accordée au Mécanisme européen de solidarité (MES) de recapitaliser (quoiqu'en dernier ressort) les banques en difficulté est un facteur positif, rassurant pour les marchés et donc susceptible de favoriser la reprise économique.
 - g) Enfin, la désintermédiation bancaire, sous forme principalement d'émission directe de titres sur les marchés, ainsi que de recours accru à la titrisation des crédits, de prêts directs entre acteurs économiques ou de « shadow banking », offre de nouvelles opportunités intéressantes pour suppléer à une offre de crédits qui se révélerait trop restreinte, surtout en cas de redémarrage rapide des économies européennes. Cependant, ces formes de financement, peu ou pas régulées, présentent aussi de réels dangers, notamment de distorsions de concurrence, de formation de « bulles spéculatives » et/ou d'opérations frauduleuses.
2. Souhaitant apporter leur contribution aux voix qui s'élèvent pour aider l'Europe à fuir la voie de la stagnation et à reprendre une croissance forte, saine et durable, seule capable de résorber le chômage, nos Commissions formulent les recommandations suivantes.
- a) Le rôle de la Banque Centrale Européenne (Eurosystème) dans la restauration de marchés monétaires ouverts et efficaces demeure crucial. Nous appelons l'attention sur la nécessité de maintenir ouverts l'accès illimité aux financements à court terme et la possibilité d'utiliser les OMT¹ et le LTRO² pour faire face à toute tension excessive

¹ OMT : Outright monetary transactions, c'est-à-dire l'apport de liquidités en quantité illimitée et à taux fixe par la BCE aux établissements de crédit en cas de tension excessive sur le marché interbancaire.

qui apparaîtrait. De plus, la question d'assortir les dépôts de liquidités excédentaires des banques à la BCE d'un taux négatif (faible, mais qui constituerait un signal important) devrait être sérieusement examinée : les liquidités allouées par la BCE sont en effet destinées à rassurer les marchés et à faciliter le financement de l'économie ; leur stérilisation sous forme de dépôts oisifs à la BCE détourne leur finalité.

- b) Au-delà des nouvelles règles prudentielles de « Bâle 3 », la question des risques systémiques devrait faire l'objet d'un examen renforcé, dans le but d'établir des précautions de nature différente de la simple présence de « matelas de sécurité » en fonds propres. En particulier, la BCE devrait pouvoir jouer un rôle d'alerte avancée et être en mesure d'imposer à temps les redressements nécessaires.
- c) La protection des déposants (et des Etats qui se sentent obligés de venir à leur secours, aggravant ainsi leur endettement...) supposerait une action bien plus énergique que ce qui est entrepris actuellement pour mettre les activités de banque de détail à l'abri des risques spéculatifs. En particulier, la possibilité pour les banques de détail de continuer à faire sans limitation des opérations de banque d'investissement nous paraît de nature à faire courir des risques excessifs aux déposants.
- d) Les nouvelles normes bancaires & assurantielles, « Bâle 3 » et « Solvabilité 2 », devraient être partiellement révisées avant leur mise en œuvre pour d'une part, diminuer la surpondération des risques « corporate » et des risques de investissements en fonds propres (particulièrement en non-coté) et, d'autre part, prendre mieux en compte la réalité des risques « souverains » (crédits aux Etats). Encore plus important, les ratios de liquidité envisagés devraient être conçus de manière à ne pas entraver ou contraindre excessivement la nécessaire « transformation » de fonds à court terme en crédits à moyen terme à l'économie.
- e) Il est indispensable que des progrès rapides et concrets soient faits dans la voie d'une mise en commun de ressources permettant de fiabiliser la garantie accordée aux déposants (dans la limite actuellement envisagée de cent mille € par compte) en affectant dès à présent des ressources prélevées sur l'activité courante des banques de détail pour doter progressivement un fonds au niveau européen. Il faut souligner que la mutualisation des risques au niveau de l'UE permettrait, pour un prélèvement moindre, d'obtenir une garantie beaucoup plus efficace, à condition d'éviter l'aléa moral. Il est tout aussi nécessaire de réussir à mettre en place un système de résolution des crises bancaires donnant aux institutions communes suffisamment d'autorité et de moyens pour agir à temps.
- f) La désintermédiation bancaire, sous toutes ses formes précitées, doit être encouragée dans la mesure où elle apporte un appoint de plus en plus indispensable au financement de l'économie. Néanmoins, elle présente une forte instabilité et des risques importants de dérapage ; il apparaît désormais absolument nécessaire de l'encadrer et de la réguler, en soumettant ces activités à un corpus de règles et à des autorités de supervision, tout en veillant non pas à les étouffer mais à permettre un développement sain de leur apport.

* * * * *

² LTRO : Long Term Refinancing Operation, c'est-à-dire l'achat de titres d'une durée allant jusqu'à trois ans par la Banque centrale sur les marchés (Open market).